

CTRI 100 JOURS

redaction@sonapresse.com

Lieutenant-colonel Ulrich Mamfoumbi Mamfoumbi : la transition n'est pas destinée à

C'EST un porte-parole du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) qui, le temps d'une interview, a momentanément abandonné son ton martial. Le lieutenant-colonel Ulrich Mamfoumbi Mamfoumbi, plutôt décontracté et pédagogue, dresse le bilan des cent (100) jours du CTRI à la tête du pays. Non sans revenir, statistiques à l'appui, sur les promesses faites ainsi que leur taux d'exécution à ce jour.

Propos recueillis pour L'Union par
Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

L'UNION. La prise de pouvoir du 30 août dernier représente aujourd'hui une véritable libération pour les populations, gabonaises. Dites-nous dans quel état d'esprit étiez-vous ce jour-là ?

Lieutenant-Colonel Ulrich Mamfoumbi Mamfoumbi : Il est crucial de rappeler que notre pays, le Gabon, était en danger et souffrait profondément en raison de la gouvernance irresponsable et imprévisible que nous observions. Pour aggraver la situation, l'organisation des élections du 26 août 2023 ne s'est pas déroulée dans le respect des normes, manquant totalement de transparence. Vous comprendrez donc aisément qu'après le coup de libération et à l'observation des scènes de liesse qui ont suivi, nous avons été animés d'un profond sentiment de responsabilité envers le peuple gabonais. Nous étions partagés entre la satisfaction et la fierté, prêts, pour le Gabon, à faire le sacrifice suprême ce jour-là.

Allons dans le vif du sujet. Le président de la Transition n'a eu de cesse de parler de la restauration de la stabilité et de la dignité du pays. En 100 jours, quel est le premier bilan ?

En seulement 100 jours, la transition a accompli des progrès significatifs. Nous avons concrétisé les promesses du président en mettant en œuvre des actions concrètes. La stabilité et la dignité du Gabon ainsi que de ses citoyens sont en cours de restauration, avec pour objectif principal l'amélioration de la vie quotidienne de nos concitoyens. Sur 67 promesses, 55 ont été totalement réalisées ou sont en cours de réalisation, soit un taux de concrétisation de 82,08 %. Ces résultats témoignent de l'engagement ferme du président envers la transformation positive du pays et de notre volonté de répondre aux

attentes de la population gabonaise. Nous demeurons déterminés à poursuivre cette dynamique de changement pour un Gabon plus fort et prospère.

Cette restauration impose naturellement des réformes. Quelles sont celles initiées, depuis le 30 août 2023, pour le bien-être des Gabonais par le CTRI ?

La Transition a entrepris des réformes visant à améliorer le bien-être des Gabonais. Ces initiatives touchent divers secteurs tels que l'éducation, la santé et l'économie, avec un accent particulier sur l'inclusion sociale et la justice.

De nombreuses décisions ont été prises, mais nous savons qu'au Gabon, le changement de mentalité reste une épine dans le pied de la Nation. L'instauration de la levée des couleurs et du chant de l'hymne national dans les écoles et les administrations publiques suffit-il ?

La levée des couleurs et le chant de l'hymne national dans les écoles et les administrations publiques ne peuvent pas, à eux seuls, provoquer un changement profond des mentalités. Ils contribuent certes au renforcement de l'identité nationale et de la cohésion sociale, des aspects cruciaux pour notre pays. Cependant, l'apport des militaires aux côtés des civils revêt une importance particulière en matière de discipline, de ponctualité au travail et surtout de rapidité dans le traitement des dossiers. Cette expérience unique que le Gabon est en train de vivre représente une opportunité formidable pour instaurer des pratiques vertueuses et forger un esprit d'efficacité et d'unité au sein de la nation.

Quelles mesures fortes ont été prises à ce jour et quels sont les résultats de celles-ci ?

En termes de mesures fortes, nous pouvons mentionner la gratuité des frais d'inscription scolaire dans les établissements publics et confessionnels au profit de 500 000 élèves. De plus, la régularisation

de 4 200 postes budgétaires, toutes administrations confondues, et la création de 700 postes budgétaires dans les secteurs de la santé et des médias sont des initiatives louables. La réactivation de la Taskforce sur la dette, qui montre des premiers résultats encourageants, est également à souligner. Les marchés publics d'une valeur inférieure à 150 millions sont réservés aux PME gabonaises pour encourager l'entreprenariat, démontrant ainsi l'engagement du président de la République en faveur d'un Gabon plus transparent et équitable. Il est à noter que sur 67 promesses, 55 ont été déjà dénouées, soit un taux de démarrage ou de réalisation de promesse de 82,08 %. Ceci témoigne de la volonté concrète du président de ne pas se contenter de promesses, mais d'agir activement pour concrétiser les engagements envers le peuple gabonais, contribuant ainsi à renforcer la confiance dans le processus de changement.

Parlez-nous aussi des interpellations faites au lendemain de la prise de pouvoir des militaires. De ce coup de libération, il est attendu par les Gabonais une lutte plus accrue contre la corruption et ses dérivés. Qu'est-ce qui a été fait dans ce sens ?

La lutte contre la corruption demeure une priorité majeure. Des interpellations ont déjà eu

lieu, démontrant l'engagement du président de la République à éradiquer ce fléau. Ces interpellations reposent sur sept chefs d'accusation aussi graves les uns que les autres. Il s'agit notamment de haute trahison, de détournements de deniers publics, de malversations financières, de faux et usage de faux, de falsifications de la signature du président, de corruption active et de trafic de stupéfiants. Le président a l'intention de s'appuyer sur la Commission nationale de Lutte contre l'enrichissement illicite (CNLCEI), qu'il a récemment reçue et à laquelle il compte accorder des pouvoirs étendus, afin que cette commission puisse agir de manière indépendante et efficace. Dans cette dynamique, le président a également instruit la distribution effective des déclarations de biens pour les membres du CTRI et du gouvernement, une démarche à laquelle il s'est lui-même conformé. Cette initiative renforce la transparence et la responsabilité au sein des instances dirigeantes, démontrant ainsi la volonté du président de donner l'exemple en matière de bonne gouvernance. En instaurant cette pratique, le président envoie un signal clair sur l'importance de la reddition de comptes et de la lutte contre la corruption à tous les niveaux de l'administration.

Pensez-vous qu'avec les réformes qui découlent de cette Transition, le Gabon sera à l'abri de la corruption ?

Les réformes en cours visent à établir des institutions solides et des mécanismes de contrôle efficaces afin de prévenir la corruption à long terme. Le président de la République est déterminé à instaurer un environnement propice à une croissance économique durable. Dans le contexte militaire, le chef commande et dirige par l'exemple, une philosophie à laquelle le président adhère fermement. Cela se manifeste concrètement lorsque le président remet 7,2 milliards

du budget présidentiel et 144 véhicules. Son approche reflète un souci profond de servir le pays plutôt que de se servir. Cette démarche symbolise l'engagement du président envers une gestion transparente et responsable des ressources, soulignant ainsi son dévouement envers le bien-être de la nation gabonaise.

Dès son arrivée à la tête du pays, le Gabon a continué de respecter ses engagements sur le plan international. Le président de la Transition Brice Clotaire Oligui Nguema a d'ailleurs effectué plusieurs déplacements à l'étranger. Est-il parvenu à rassurer les bailleurs de fonds et les autres partenaires internationaux ?

Le président de la République a réussi à rassurer les partenaires internationaux, que ce soit par ses déplacements à l'étranger ou par l'apurement de certaines dettes depuis le coup de la libération. Ces actions ont renforcé la confiance des bailleurs de fonds et des partenaires, démontrant que le Gabon est déterminé à honorer ses engagements. Nous constatons, que ce soit à l'étranger ou au Gabon, une augmentation du nombre d'investisseurs exprimant le souhait de rencontrer le président pour envisager des installations dans notre pays. Cette demande témoigne sans aucun doute de la stabilité qui règne actuellement. Le président a rassuré les bailleurs de fonds et a concrétisé ses promesses, renforçant ainsi la crédibilité du Gabon sur la scène internationale.

Quel est l'état actuel du Gabon du point de vue économique ?

Il est essentiel d'aborder la situation du Gabon avec une franchise totale et une objectivité rigoureuse. Sur le plan économique, l'héritage que nous recevons est assez préoccupant, avec une dette intérieure de 4 000 milliards et une dette extérieure de 3 500 milliards, totalisant ainsi 7 500 milliards. Néanmoins, malgré ces défis, le président s'est engagé à re-

Nous demeurons déterminés à poursuivre cette dynamique de changement pour un Gabon plus fort et prospère.